Rentrée sociale : Que fait le Medef à l'Université ?

Alors que l'Université de Bourgogne subit des coupes budgétaires considérables, elle accueille le rendez-vous annuel du Medef-21 dans ses amphithéâtres et subventionne cet "événement" à hauteur de 10 000 euros !

Le **mardi 5 septembre**, un contre-événement est organisé. Une bonne occasion de se rassembler en vue des combats à venir : **étudiant.e.s, enseignant.e.s, salarié.e.s, chômeur.se.s, retraité.e.s**… faisons entendre nos voix contre l'avenir imposé par le Medef et le gouvernement, contre la précarité, contre les coupes budgétaires, et rencontrons-nous autour de la protection du droit du travail et de la construction d'**alternatives**.

• **A partir de 12h :** pique-nique et sandwiches devant la **maison de l'Université**
• **13h30 : Rassemblement** devant la **BU Droit-Lettres** et comité d'accueil contre l'Université d'été du Medef
• **15h,** en parallèle **: Débats** sur le campus, à la **Maison des Sciences de** l'Homme (Salle : Forum des savoirs)
– Quel futur nous impose le Medef ?
– La privatisation de l'Université
– Droit du travail, précarité et luttes sociales
• **20h : Projection** du film **Les Règles du Jeu** de C. Bories et P. Chagnard**, Cinéma Eldorado** (21 rue Alfred de Musset)

Contact : Collectif Quelle Université Voulons-Nous ? **quelle-universite@framaliste.org**

Pourquoi nous rassemblons-nous ?

Depuis plusieurs années maintenant, le désengagement financier de l'Etat aidant, les **crises autour du budget de l'Université** témoignent de la gestion autoritaire des crédits par la présidence de l'UB. Les coupes budgétaires sont faites **à l'encontre des intérêts des étudiante-s et des personnels de l'UB**. Elles empêchent l'Université de pouvoir assurer ses missions d'enseignement et de recherche en **dégradant les conditions de travail**, en **réduisant l'offre de formation** (près de 40 000 heures de formation supprimées, dont le Parcours lettres classiques en septembre 2016, le master d'Italien et plusieurs parcours en STAPS en cette rentrée 2017) et en **appauvrissant** toujours plus les **activités de recherche**. La lutte pour une plus grande transparence de la gestion des budgets et pour plus de concertation dans les choix d'attribution budgétaire n'est pas terminée à ce jour. Encore le 10 juillet dernier, une initiative a eu lieu lors du Conseil d'Administration de l'Université de Bourgogne.

Dans ce contexte, l'attribution d'une **subvention de 10 000 euros au Medef** et la réception gratuite de l'organisation sur le campus de l'Université sont **inacceptables**. Cette "générosité" révèle clairement l'adhésion de la présidence et de son entourage à une idéologie que nous refusons, parce qu'elle contredit nos missions et nos aspirations. **L'Université n'est pas là pour soutenir** par ses fonds le **secteur privé** et encore moins un **syndicat patronal**, dont les prises de position sont incompatibles avec ses missions initiales. L'Université a vocation à **rester un lieu public d'apprentissage, d'échanges, de travail critique, d'enseignement et de recherche, indépendant de tout intérêt privé et destiné à servir le bien commun** : voilà l'avenir auquel nous aspirons, étudiant-e-s et travailleur/ses de l'Université !

Cette situation rocambolesque à l'Université de Bourgogne n'est pas isolée. Elle est le **résultat de processus européens et nationaux** qui détériorent progressivement nos conditions d'apprentissage et de travail. Depuis le processus de Bologne, en passant par les lois Pécresse et Fioraso**, la mise en concurrence des établissements et des personnels, l'augmentation des frais d'inscription**, la mise en place de **processus de sélections** dans certaines filières, la **baisse de l'offre de formation**, la **diminution récurrente des crédits** au profit du pilotage de la recherche par les appels à projets (ANR, ERC...) sont devenus les seuls crédos des politiques de l'État. La situation des quelques 60 000 nouveaux bacheliers qui sont restés longtemps dans le flou quant à l'obtention d'une place à l'Université cette année, la baisse des crédits accordés aux universités (330 millions d'euros supprimés du budget de l'enseignement supérieur en juin dernier), ainsi que la montée de la précarité chez les personnels depuis une dizaine d'années, montrent bien l'**absurdité de telles politiques**. Sans oublier le coup porté aux jeunes, notamment avec la réduction de l'APL.

Mais cette lutte ne peut pas se cantonner à l'Université. Sous le coup des ordonnances Macron, ce sont **les conditions de travail de l'ensemble des salariés, du public comme du privé, qui sont menacées**. Avec sa nouvelle "Loi travail" et ses ordonnances, Macron applique les doléances et directives du MEDEF, en atteignant directement les droits et protection des salarié-e-s, en faveur du patronat et des actionnaires**. La seule chance de protéger véritablement nos droits est de s'unir** pour ne pas laisser le champ libre à un capitalisme débridé, qui piétine les travailleuses/rs et saccage l'environnement. Notre rassemblement et les débats que nous organisons ce 5 septembre ont pour objectif de **signifier notre détermination et notre unité pour la protection du droit du travail et pour penser ensemble notre avenir, contre celui que nous imposent le Medef et le gouvernement !** Ne laissons pas la place au MEDEF, ne le laissons pas régir nos vies ! Imposons-nous ce mardi **05/09**, comme le **12/09**, journée de grève et manifestation nationale !

Contact : Collectif Quelle Université Voulons-Nous ?
Mail : quelle-universite@framaliste.org

"Ne pas jeter sur la voie publique"